

À Paris, le 21 septembre 2021

Monsieur le Directeur d'Académie,
Monsieur le Dase,

Comme annoncé par le Ministre à grand renfort médiatique et confirmé lors du CTA du 7 septembre, les tests salivaires ont commencé pour les élèves parisiens. Les campagnes d'auto-prélèvements conduits par les parents à la maison se multiplient.

Le SNUipp-FSU Paris a par conséquent été alerté par plusieurs directeur-trices qui se voient imposer ces auto-prélèvements dans les familles. Évidemment, notre syndicat partage avec l'Académie le même objectif : veiller à la santé de toutes et tous, tout en évitant la multiplication des fermetures de classes et d'écoles. Cependant, le SNUipp-FSU Paris s'interroge : lorsque seule la moitié des élèves d'une école sera testée peut-être une fois dans l'année, avec une fiabilité des tests toute relative, sans aucun contrôle médical lors du prélèvement, quel peut être l'objectif de santé publique poursuivi ? Dans quelle mesure ces campagnes de tests s'inscrivent-elles dans une politique de lutte contre la propagation du virus ?

La quantité de travail imposée aux directeur-trices d'école pour la mise en place de ces campagnes d'auto-prélèvement est inadmissible en cette période de rentrée déjà extrêmement dense pour elles et eux. Ces campagnes de tests incompréhensibles, pourtant menées avec rigueur par les écoles, contribuent à la perte de sens de notre métier. Elles s'ajoutent à l'empilement des tâches imposées aux directeur-trices qui les empêche encore une fois de se consacrer à leur cœur de mission : animation de l'équipe, suivi des élèves, lien aux familles.

Le SNUipp-FSU Paris demande donc que la mise en place des tests salivaires soit le fruit d'une réflexion collective avec les représentant-es du personnel. Notre syndicat revendique l'uniformisation des modalités pratiques de ces campagnes de prélèvement et dénonce la surcharge de travail qu'elles représentent pour les directeur-trices parisiens. Il demande que des aides matérielles et humaines soient systématiquement apportées et que les écoles soient prévenues au moins une semaine avant le recueil des consentements des familles.

Le SNUipp-FSU Paris s'inquiète de ces usines à gaz qui éloignent les directeur-trices d'école toujours un peu plus de leurs missions premières et dont l'objectif demeure trop flou. Ils et elles ne doivent pas être un maillon supplémentaire de cette mascarade médiatique !

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez croire, en notre profond attachement au service public d'éducation.

Elisabeth Kutas,
Secrétaire départementale

